

# Dossier participants

Conférence du 21 février 2019



## Alimentation et précarité

Conférence n°1 : « ce qu'on sait ou ce qu'on pense savoir »

Regards croisés sur les approches économiques, sociales et nutritionnelles

### Ouverture

par **Bernard Guy-Grand** - Président du FFAS

### Introduction

par **Catherine Goavec** - co-présidente du groupe « *précarité et alimentation* » du FFAS

### Situations de vulnérabilité alimentaire : approche économique

par **France Caillavet** - Economiste, Directrice de Recherche à l'INRA - ALISS

### Approche nutritionnelle : le regard du médecin chez l'adulte et l'enfant

par **Régis Hankard** - Professeur de Pédiatrie, CHU de Tours,  
Institut Européen d'Histoire et des Cultures de l'Alimentation (IEHCA)

### L'alimentation comme enjeu social et démocratique

par **Dominique Paturel** - Chercheuse UMR Innovation, INRA

### Synthèse et discussion

par **Matthieu Duboys de Labarre** - Sociologue, Maître de conférence Agrosup Dijon, chercheur au CESAER,  
AgroSup Dijon, INRA, Univ. Bourgogne Franche-Comté



Le dossier participants engage la seule responsabilité de ses auteurs.

Libre de droits, sous réserve des mentions :

Bernard Guy-Grand - Catherine Goavec - Régis Hankard - France Caillavet - Matthieu Duboys de Labarre

Conférence du Fonds français pour l'alimentation et la santé du 21 février 2019

Alimentation et précarité - Conférence n° 1 : « ce qu'on sait ou ce qu'on pense savoir »

Regards croisés sur les approches économique, sociales et nutritionnelles

## Situations de vulnérabilité alimentaire : approche économique

**France Caillavet**

*Economiste, Directrice de Recherche à l'INRA - ALISS*

Les situations de pauvreté, appréhendées sur le plan monétaire, par les conditions de vie, ou ressenties, demeurent une composante marquante de la société française. Dans ce contexte, la vulnérabilité alimentaire revêt de multiples formes qu'il n'est pas aisé de décrire : plusieurs concepts et indicateurs, validés par des instances officielles diverses, se recouvrent partiellement et entretiennent de la confusion sur la portée des chiffres qu'ils produisent : privations, insuffisance ou insécurité alimentaire, difficultés d'accès financier, et par extension comportements alimentaires peu favorables à la santé... A cela s'ajoute l'existence de différents niveaux d'analyse : échelles mondiale, nationale, locale, ménage, individu.

L'appréhension de ces différents contours mène cependant à une réalité têtue sur les situations de vulnérabilité alimentaire. Dans le contexte français, on dispose d'études représentatives depuis maintenant une dizaine d'années, au niveau national.

Dans une deuxième partie, on présentera l'éclairage de deux types d'études, portant d'une part sur les difficultés financières, d'autre part sur l'insécurité alimentaire. Elles brossent le profil d'une population défavorisée recoupant en grande partie les critères de pauvreté monétaire et en conditions de vie. Pour autant, le recoupement n'est pas parfait, et l'absence de pauvreté monétaire peut néanmoins coexister avec des situations de vulnérabilité en matière d'alimentation. Précarités de l'emploi, du logement, autres priorités... On sait désormais que l'activité ne met pas à l'abri des privations alimentaires, comme l'atteste le recours toujours croissant à l'aide alimentaire.

Ainsi, notre dernier point portera sur les politiques publiques mises en œuvre, les choix qu'elles reflètent, et leurs limites.

## Approche nutritionnelle : le regard du médecin chez l'adulte et l'enfant

**Régis Hankard**

*Professeur de Pédiatrie, CHU de Tours,  
Institut Européen d'Histoire et des Cultures de l'Alimentation (IEHCA)*

La précarité se traduit le plus souvent par une alimentation plus « riche » et moins diversifiée. La conséquence est une obésité plus fréquente dans les populations défavorisées que dans la population générale, ce qui révèle une malnutrition. Cela concerne l'adulte mais aussi l'enfant dont la famille, le plus souvent monoparentale, est en situation de précarité. On estime qu'un

enfant sur cinq vit sous le seuil de pauvreté en France, soit près de 3 millions d'entre eux. Les habitudes de vie des familles en situation de précarité sont moins propices à leur santé. Cela se manifeste par exemple chez les enfants par un temps plus important passé devant la télévision. On trouve aussi une moindre adhésion aux démarches préventives, comme la prise de vitamine B9 pendant la période péri-conceptionnelle, dont on sait qu'elle permet de prévenir certaines anomalies du système nerveux. Pour le médecin qui prend en charge l'obésité de l'adulte et de l'enfant, cela s'exprime par des difficultés spécifiques. Appréhender « ces problèmes », c'est aborder la question de la dignité de la personne. Les stratégies de prise en charge sont souvent mal adaptées aux personnes de faibles ressources. La communication doit être adaptée à ces situations, et notamment pour les messages de prévention. Des initiatives ont été créées, tant pour les adultes que pour les enfants, avec des résultats encourageants. La malnutrition reste un enjeu d'actualité au XXIème siècle et questionne sur l'évolution de notre société. Des mesures sont à prendre de façon urgente.

## **L'alimentation comme enjeu social et démocratique**

**Dominique Paturel**

*Chercheuse UMR Innovation, INRA*

Les produits alimentaires sont traités de la même manière que les autres produits de consommation. Les entreprises de l'agroalimentaire, suffisamment outillées pour capter les expressions nouvelles, vont répondre par de nouveaux segments de marché aux demandes émergentes. Le consommateur ne peut se manifester qu'à travers le fait d'acheter ou de ne pas acheter. Tout cela demeure néanmoins structuré par le marché, dans lequel le choix individuel, même organisé en action collective, n'a pas la main.

C'est à partir de ce constat que le concept de démocratie alimentaire prend toute sa force. Par démocratie alimentaire, il faut entendre la revendication des citoyens à reprendre la main sur la façon d'accéder à l'alimentation dans la reconnexion entre celle-ci et l'agriculture. Celle-ci émerge comme terreau particulièrement propice à la construction d'une nouvelle citoyenneté, dans laquelle les citoyens retrouvent les moyens d'orienter l'évolution de leur système alimentaire à travers leurs décisions et pas simplement leurs actes d'achat.

Pour les familles et personnes à petits budgets, l'aide alimentaire reste un mode essentiel d'accès à l'alimentation. On peut observer qu'une partie des 5,5 millions de personnes utilisant l'aide alimentaire en demeurent captifs pendant 5 ans (41%) et 10% plus longtemps (FFBA-CSA research, 2016).



L'Atelier 12 des Etats Généraux de l'Alimentation, intitulé « Lutter contre l'insécurité alimentaire ; s'assurer que chacun puisse accéder à une alimentation suffisante et de qualité en France et dans le monde » a fait deux constats importants : le référentiel était celui de la précarité alimentaire et non celui de l'insécurité alimentaire et l'émergence de la question de la dignité dans la gestion de la précarité alimentaire. Plusieurs pistes ont été retenues par l'ensemble des participants, mais aucune n'apparaît dans la loi EGALIM (en dehors de l'inscription de la lutte contre la précarité alimentaire dans le code de l'Action sociale).





Fonds français pour l'alimentation et la santé  
42 rue Scheffer - 75116 PARIS - 01 45 00 92 50 - [www.alimentation-sante.org](http://www.alimentation-sante.org)